

# Loi sur le droit du Parlement de vérifier la légalité des actes des membres du Conseil des ministres et du chancelier de la justice ainsi que de l'ombudsman du Parlement dans l'exercice de leurs fonctions

Publisher [National Legislative Bodies](#)

Author Republic of Finland

Publication Date 25 November 1922

Reference FIN-035

Cite as *Loi sur le droit du Parlement de vérifier la légalité des actes des membres du Conseil des ministres et du chancelier de la justice ainsi que de l'ombudsman du Parlement dans l'exercice de leurs fonctions* [], 25 November 1922, available at: <http://www.refworld.org/docid/3ae6b52914.html> [accessed 28 November 2013]

Comments This is the official consolidated translation. The Act, No. 274 of 25 November 1922, was promulgated in Helsinki on 25 November 1922. The latest amendment included here was Act No. 1222 of 21 December 1990.

Disclaimer This is not a UNHCR publication. UNHCR is not responsible for, nor does it necessarily endorse, its content. Any views expressed are solely those of the author or publisher and do not necessarily reflect those of UNHCR, the United Nations or its Member States.

Conformément à la décision du Parlement, prise selon les dispositions de l'article 60 de la Loi constitutionnelle sur l'Assemblée parlementaire adoptée le 20 juillet 1906, il est décrété:

## Article premier

(21.12.1990/1222)

Le Parlement a le droit, au terme de la présente loi, de vérifier la légalité des actes des membres du Conseil des ministres et du Chancelier de la Justice ainsi que de l'Ombudsman du Parlement de même que du Chancelier de la Justice adjoint et de l'Ombudsman adjoint ainsi que de leurs suppléants dans l'exercice de leurs fonctions, et de prendre les décisions qui s'imposent.

Les dispositions énoncées à l'article 2, premier à troisième alinéas, et troisième à septième alinéas, concernant les membres du Conseil des ministres et le Chancelier de la Justice, s'appliquent de même à l'Ombudsman du Parlement ainsi qu'au Chancelier de la Justice adjoint et à l'Ombudsman adjoint ainsi qu'à leurs suppléants.

## Art. 2

La Commission constitutionnelle du Parlement, lorsqu'elle examine des questions dont la préparation entre dans ses attributions vérifiera, le cas échéant, la légalité des actes des membres du Conseil des ministres et du Chancelier de la Justice dans l'exercice de leurs fonctions.

Si une autre commission constate qu'il y a lieu de faire remarquer qu'un membre du Conseil des ministres ou que le Chancelier de la Justice ont agi de manière contraire à la loi dans l'exercice de leurs fonctions, l'affaire sera portée devant la Commission constitutionnelle.

Une remarque sur l'illégalité d'un acte accompli par un membre du Conseil des ministres ou par le Chancelier de la Justice dans l'exercice de leurs fonctions peut également être faite au Parlement. Une telle remarque sera signifiée par écrit et remise, signée par cinq députés au moins, au président du Parlement. Lorsqu'un tel écrit est produit au Parlement, l'affaire sera portée, sans qu'il y ait débat à ce sujet, devant la Commission constitutionnelle.

De même, sans qu'il y ait débat en la matière, sera portée devant la Commission constitutionnelle, en vertu des dispositions de l'article 47 de la Forme de Gouvernement, la notification faite au Parlement par le Chancelier de la Justice et, en vertu des dispositions de l'article 49 de la Forme de Gouvernement, la notification faite au Parlement par l'Ombudsman du Parlement, relatives à une illégalité d'un acte du Conseil des ministres ou d'un membre du Conseil des ministres dans l'exercice de ses fonctions. (21.12.1990/1222)

### **Art. 3**

Si, lors de l'examen d'une affaire en Commission constitutionnelle, une remarque est déposée relativement à l'illégalité d'un acte d'un membre du Conseil des ministres ou du Chancelier de la Justice dans l'exercice de ses fonctions, et si la commission estime que l'affaire mérite attention ou encore si une remarque faite contre un membre du Conseil des ministres ou contre le Chancelier de la Justice est portée devant la Commission constitutionnelle, la commission donnera à l'intéressé la possibilité de fournir, dans un délai fixé, une réponse écrite ou orale.

### **Art. 4**

Suite à une remarque faite contre un membre du Conseil des ministres ou contre le Chancelier de la Justice, la Commission constitutionnelle appréciera si le membre du Conseil des ministres ou si le Chancelier de la Justice ont agi contrairement à la loi, et elle fera connaître son avis au Parlement, sauf lorsque la remarque a été faite au sein de la Commission constitutionnelle et si la commission l'estime non fondée.

### **Art. 5**

Lorsque la Commission constitutionnelle examine une remarque telle que mentionnée aux articles 3 et 4, son examen doit réunir au moins dix-sept membres. En cas de divergences de vues sur l'illégalité ou non d'un acte commis par un membre du Conseil des ministres ou par le Chancelier de la Justice, et en cas d'égalité des voix, cette dernière opinion sera retenue comme décision de la commission.

### **Art. 6**

Une fois que la Commission constitutionnelle a rendu son avis, il appartient au Parlement de décider si une accusation contre un membre du Conseil des ministres ou contre le Chancelier de la Justice doit être portée devant la Haute Cour, en vertu de la présente loi, ou si l'affaire doit en rester là.

Si le Parlement ne décide pas directement que l'affaire en reste là, le membre du Conseil des ministres concerné ou le Chancelier de la Justice sont invités à donner au Parlement une explication, écrite ou orale, qui doit être fournie dans un délai de dix jours à compter de la réception de l'information.

## Art. 7

Sera considéré comme contraire à la loi, tout acte pour lequel un membre du Conseil des ministres ou le Chancelier de la Justice peuvent, au terme de la présente loi, être mis en accusation:

- si dans l'exercice de sa fonction, il s'est fait le complice d'une illégalité flagrante ou s'il a favorisé celle-ci;
- si, au préjudice manifeste du pays, il a délibérément abusé de sa fonction, procédure qui doit être considérée comme forfaiture;
- ou encore si autrement, dans l'exercice de ses fonctions, il a agi nettement contre la loi.

## Art. 8

La présente loi, dont l'effet ne s'étend pas aux actes accomplis dans l'exercice d'une fonction avant le 17 juin 1918, a force de loi constitutionnelle.

## Art. 9

La loi du 17 juin 1918 sur le droit du Parlement de la Finlande de vérifier la légalité des actes des membres du Conseil des ministres et du Procureur général dans l'exercice de leurs fonctions est abrogée.

### Search Refworld

by keyword

and / or country

[Advanced Search](#) | [Search Tips](#)

## Countries

- [Finland](#)